

## DECLARATION LIMINAIRE SNES FSU CTA 11 mars 2015

Monsieur le Recteur,

Les enseignants et tous les personnels de la communauté éducative ont largement contribué à chasser Nicolas Sarkozy du pouvoir en 2012. Bien sûr la saignée imposée à notre Ministère et les dégradations majeures qui ont en résulté ont alimenté le rejet de la politique menée alors. Mais d'autres éléments ont aussi pesé. La réforme Chatel du lycée, l'encouragement à un management agressif dans les établissements, le développement d'une autonomie toujours plus grande des établissements comme des académies, la volonté de réduire à tout crin les redoublements sans que soient mises en place des alternatives, ont aussi largement soulevé la colère de nos professions et nourri la volonté d'un réel changement de politique éducative.

Quels constats peut-on faire aujourd'hui ? En ce qui concerne les moyens, des créations d'emplois sont certes programmées mais les candidats manquent, du fait de l'absence d'une politique ambitieuse de pré-recrutement et d'amélioration des conditions d'entrée dans le métier, par ailleurs le volume des créations d'emplois ne permet aucunement de réparer les dommages causés ni de faire face à la hausse démographique. Pour notre seule académie, 596 emplois ont été supprimés entre 2007 et 2012, et seulement 20 ont été restaurés depuis 2013 pour davantage d'élèves à prendre en charge.

L'autonomie, la volonté de faire voler en éclat les repères nationaux restent d'actualité. Le Ministère se refuse à encadrer la mise en place des réformes qu'il décide : nouveaux décrets, IMP, titularisation et formation des stagiaires, épreuves de langues au baccalauréat. Dans les établissements l'autonomie confère trop souvent à l'autonomie du seul chef d'établissement, le management reste encouragé. Votre responsabilité est aussi grande en ces domaines que celle du Ministère.

La réforme du lycée reste en place et son bilan toujours reporté. Le projet de réforme du collège prévoit une diminution des horaires tant disciplinaires que globaux, la globalisation des moyens en sciences et technologie, en langues vivantes. Les programmes seraient écrits par cycles sans repères annuels. Enfin, le renvoi au local des arbitrages sur la répartition d'une enveloppe globalisée risque de conduire aux mêmes errements que dans les lycées. Quels bénéfices pour les élèves comme pour les personnels alors qu'il n'est pas question d'améliorer les conditions d'encadrement dont on sait pourtant que c'est un paramètre décisif ?

Comment s'étonner alors de voir les personnels désabusés devant la persistance de leurs difficultés professionnelles et de l'ensemble des orientations qui y conduisent ?

Pour ce CTA vous proposez un solde de 26 suppressions de postes dans les collèges et les lycées, les compléments de service resteront de toute évidence à un niveau très élevé. Cette année encore, Monsieur le Recteur, vous aurez du mal à faire entendre que la politique éducative menée conduise à des améliorations dans les établissements. En lycée, alors que vous affichez + 15 ETP, vos choix conduisent à la suppression de 7 postes en établissement. En collèges, la suppression de 8 ETP va se traduire au final par la suppression de 19 postes en établissement. Outre l'incompréhension que de tels choix suscitent, vous ne devez pas sous estimer les conséquences multiples liées à la fermeture d'un poste dans un établissement : déstabilisation des équipes pédagogiques,

fragilisation du fonctionnement des établissements alors que les populations d'élèves accueillies sont de plus en plus difficiles et demandeuses de repères.

Alors que le système éducatif est aujourd'hui placé dans l'obligation impérative de mieux former les citoyens de demain il y a besoin de mieux d'Ecole et de plus d'Ecole. Ce qui nous est proposé aujourd'hui ne permettra pas de donner corps à cette ambition. Ce qui est proposé conduit à l'affaiblissement du Service public d'Education. Les personnels ne s'y trompent pas. Désabusés, démobilisés, que peuvent-ils espérer aujourd'hui ?

La catastrophe est devant nous, éducative, sociale, démocratique. Il est encore temps de l'éviter. C'est la responsabilité urgente du gouvernement.